



Pierre Chabal (dir.)

**L'Organisation de coopération de Shanghai
et la construction de la « nouvelle Asie »**

**L'Organisation de
coopération de Shanghai
et la construction de
la « nouvelle Asie »**



P.I.E. Peter Lang

Bruxelles · Bern · Berlin · Frankfurt am Main · New York · Oxford · Wien

Avec le soutien de la Fondation SEFACIL / Fondation de France



Les analyses présentées dans ce livre ne reflètent pas nécessairement les vues des gouvernements des pays concernés, ni celles de l'Organisation de coopération de Shanghai.

Cette publication a fait l'objet d'une évaluation par les pairs.

Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'éditeur ou de ses ayants droit, est illicite. Tous droits réservés.

© P.I.E. PETER LANG S.A.

Éditions scientifiques internationales

Bruxelles, 2016

1 avenue Maurice, B-1050 Bruxelles, Belgique

www.peterlang.com ; info@peterlang.com

Imprimé en Allemagne

ISSN 2030-3688

ISBN 978-2-87574-297-1

eISBN 978-3-0352-6570-5

D5678/2016/01

Information bibliographique publiée par « Die Deutsche Nationalbibliothek ».

« Die Deutsche Nationalbibliothek » répertorie cette publication dans la « Deutsche Nationalbibliografie » ; les données bibliographiques détaillées sont disponibles sur le site <http://dnb.d-nb.de>.

Remerciements

Notre reconnaissance va aux collègues d'Asie auteurs de chapitres de cet ouvrage. Nous leur savons gré de leur confiance envers cette entreprise collective et leur détermination à contribuer à une aventure originale, qui a consisté à ne pas déposer la plume tant que l'intégralité des quinze pays (avant 2015)¹ affiliés à l'Organisation de coopération de Shanghai – membres, observateurs, partenaires ou invité – n'était pas « traitée » par un ou plusieurs collègues en poste dans le pays en question. C'est le cas pour tous ces États, même si le Pakistan est analysé par deux collègues iraniens à Téhéran, le Tadjikistan par un collègue en France et le Turkménistan par un collègue kazakh en France.

Nous sommes redevable aussi à tous les collègues en Asie qui, sans contribuer eux-mêmes à cet ouvrage par un chapitre, ont accepté de convaincre d'autres d'y participer. Des collègues en France ont offert des analyses de synthèse empruntées à « l'extrême ouest » du continent eurasiatique. Au total, la trentaine d'auteurs de cet ouvrage collectif se rattache à un réseau qui, d'Istanbul à Shanghai et de Saint-Petersbourg à Colombo, œuvre à mieux comprendre la dynamique de cette région – l'Asie – « renouvelée » par la transformation de l'URSS, en « terres centrales » et en coopérations est-ouest d'un genre nouveau, à travers lesquelles le Moyen-Orient est devenu Asie « de l'ouest » et où l'Afghanistan est enfin « inséré » dans une dynamique propre à l'Asie.

Ces remerciements ne seraient pas complets sans la mention de nos collègues Delphine Levée et Nathalie Zémiac, pour leur inépuisable patience et leur salubre sens de l'humour tout au long des mois d'organisation de colloques, d'invitations, etc., et plus généralement au laboratoire Gredfic/Lexfeim de l'université du Havre. À Mireille Lebigre, comme toujours, notre gratitude envers sa rigueur et sa méticulosité depuis tant d'années.

L'entreprise originelle a été rendue possible grâce aux membres des comités scientifiques du réseau Asie Pacifique (MSH/CNRS), qui ont permis que se tiennent à Paris les ateliers consacrés aux « relations interrégionales entre l'Europe et l'Asie centrale », à « la contribution de l'OCS à la construction de l'Asie » et au « carrefour afghan dans la

¹ Le récent sommet (juillet 2015) de Ufa (Russie) a fait passer ce nombre à 19 : Inde et Pakistan deviennent membres ; la Biélorussie devient observateur ; et quatre nouveaux pays deviennent partenaires : Arménie, Azerbaïdjan, Népal, Cambodge.

Au-delà de la lutte contre le terrorisme. Le rôle de l'OCS dans la construction de la sécurité régionale	145
<i>Wei-Guang Wang</i>	
Les ambitions de l'OCS pour la sécurité régionale dans la restructuration de l'après-guerre froide	171
<i>Aliya Akatayeva</i>	
Appréciations et intérêts kirghizs sur et dans l'Organisation de coopération de Shanghai	185
<i>Jildiz Nicharapova</i>	
Le Tadjikistan : un avant-poste stratégique convoité de l'Organisation de coopération de Shanghai en Asie centrale	203
<i>David Gaüzere</i>	
Région, régionalisme et régionalisation. L'impact de l'OCS dans la « mise en relation » des nations et de la région.....	221
<i>Lu Xia</i>	
La nature juridique de l'Organisation de coopération de Shanghai	235
<i>Ikboljon Qoraboyev</i>	
II. ATTENTES ET PERSPECTIVES DES ÉTATS-OBSERVATEURS: MONGOLIE, INDE, IRAN, PAKISTAN, AFGHANISTAN	
Pour une participation active de la Mongolie à l'Organisation de coopération de Shanghai	259
<i>Noosgoi Altantsetseg</i>	
Maintenir un statut d'observateur de la Mongolie dans l'Organisation de coopération de Shanghai	269
<i>Khereid Jamsran Bayasakh</i>	
La vision régionale de New Delhi. L'Organisation de coopération de Shanghai et l'évolution de l'ordre multilatéral régional	277
<i>Jagannath Panda</i>	
L'Iran et l'Organisation de coopération de Shanghai. Capacités, obstacles et perspectives d'avenir	293
<i>Jahangir Karami</i>	

À la recherche d'un espace où jouer un rôle. Le Pakistan et l'Organisation de coopération de Shanghai 309

S. Motahare Hosseyni

S'articuler sur le groupement régional le plus approprié. Le Pakistan et l'Organisation de coopération de Shanghai.....319

Ziba Farzinia

L'Afghanistan dans l'Organisation de coopération de Shanghai depuis juin 2012 et « l'asianisation » du pays..... 337

Naim Asas

Le rôle de l'Organisation de coopération de Shanghai dans le règlement de la crise d'Afghanistan 343

Kuralay Baizakova et Fatima Kukeyeva

III. ANALYSES DES ÉTATS-PARTENAIRES DE DIALOGUE : SRI LANKA, BIÉLORUSSIE, TURQUIE

Perspectives sri-lankaises sur la construction régionale et regards sur l'Organisation de coopération de Shanghai 359

Y. J. N. Fernando Sithara

La Biélorussie, l'Organisation de coopération de Shanghai et la coopération économique postsoviétique 371

Vjachaslav Menkovski

Façonner l'avenir régional de l'Asie. Analyse multidimensionnelle de l'Organisation de coopération de Shanghai comme bâtisseur régional d'une nouvelle Asie 383

Esra Lagro

IV. L'INNOVATION D'UN NOUVEL « INVITÉ » : LE TURKMÉNISTAN

Le Turkménistan et l'Organisation de coopération de Shanghai. Des ouvertures nouvelles depuis juin 2012 ?..... 395

Talgat Abdrakhmanov

L'impact de l'Organisation de coopération de Shanghai

**Des bilatéralismes à la multilatéralisation des
relations diplomatiques parmi ses pays-membres
et ses pays-observateurs**

Mara GUBAIDULLINA, Aigerim YELIBAYEVA,
Kazakhstan

*Faculté des relations internationales,
Université nationale kazakhe al-Farabi*

(traduit de l'anglais par P. Chabal)

L'Organisation de coopération de Shanghai cherche à devenir la plus grande organisation régionale internationale du monde moderne. Elle couvre un vaste espace de l'Eurasie avec un territoire considérable et un groupe important d'États. La superficie totale des pays membres de l'OCS est de 30 millions de km², soit 60 % de l'Eurasie. Son potentiel démographique global forme un quart de la population mondiale, soit 1 milliard 455 millions d'habitants. Son potentiel économique comprend le deuxième PIB du monde et les taux de croissance de l'économie chinoise, le fort potentiel de l'économie russe et des pays d'Asie centrale¹.

En dépit du fait que l'OCS soit une formation relativement jeune, créée en 2001, elle est engagée dans un processus de croissance et son impact sur les processus continentaux et mondiaux est sans aucun doute réel. En tant qu'organisation régionale, elle est géographiquement située dans une relation spéciale avec des « cercles concentriques ». D'une part, la partie chinoise est incluse dans l'intégration est-asiatique de l'ASEAN. D'autre part, les pays de l'OCS sont à proximité de l'intégration des pays de l'Union européenne (UE). Le rôle géopolitique de cette grande

¹ "The SCO : formation and development prospects. Materials of the International Conference" / publié par M. Ashimbaev and G. Chufirin, Almaty, IWEP, 2005, P. 65-77.

aire régionale fait qu'il est fréquent que l'on parle, dans les analyses, « d'Eurasie centrale ».

Quatre pays de la région – le Kazakhstan, le Kirghizstan, le Tadjikistan, l'Ouzbékistan – sont membres de l'OCS (à l'exception du Turkménistan). Ils interagissent étroitement avec de grandes puissances, Russie et Chine, qui jouent le rôle de premier plan dans l'OCS et, en géopolitique, sont opposées à l'Occident. En outre, les États d'Asie centrale sont contigus à des « voisins » de l'Europe unitaire – l'Ukraine, la Moldavie, le Belarus et les républiques de Transcaucasie. En conséquence, les pays d'Asie centrale sont les « voisins des voisins » de l'UE. La « politique européenne de voisinage » recueille les perspectives les plus larges en raison de la présence de l'Asie centrale².

Le Kazakhstan est situé au centre du continent eurasiatique. En termes de sécurité globale, le pays se trouve dans une région où les intérêts des États étrangers sont présents et face à face. Plusieurs facteurs l'expliquent, parmi lesquels son territoire, sa capacité de transport et de communications dans un pays riche en minéraux et autres ressources naturelles, notamment en hydrocarbures. Le Kazakhstan détient la 6^e ou 7^e place dans le monde pour le pétrole et le gaz, la 2^e pour l'uranium. Au cours des dix prochaines années, il a l'intention de produire 4,5 millions de barils de pétrole par an, dont 3 millions seront disponibles pour le marché mondial. Ces facteurs sont directement liés au développement des relations avec les principaux acteurs de l'OCS pris ensemble³.

La configuration de l'Eurasie au plan régional est complexe, mobile et changeante. De nouveaux acteurs sont intensément impliqués dans ce processus – des États différents, parfois opposés, ainsi que des structures et organisations internationales ayant des dispositions idéologiques diverses et des possibilités militaro-politiques différentes. Une reconfiguration complexe des relations internationales modernes est en marche, où le vecteur principal consiste en la formation d'un monde multipolaire.

En outre, au XXI^e siècle, la stabilité de la région de l'Asie centrale tombe sous l'influence directe des menaces conventionnelles et non conventionnelles envers la sécurité (le terrorisme, l'extrémisme religieux, le séparatisme national, le trafic de drogue, d'armes, la traite des êtres humains, etc.), la création d'un contexte extrêmement hostile pour les anciens différends territoriaux et les conflits interétatiques. Des

² Pierre Morel, "The EU Special Representative : EU - Central Asia partner, ready to help her", www.ddw-world.de/dw/article/0,6174237,00.html, 01.11.2010.

³ Voir "The SCO and security problems in Central Asia : Materials of the International Conference", 5 octobre 2005, Almaty, Kazakhstan Institute for Strategic Studies under the President of Kazakhstan, 2005, 153 p.

effets destructeurs viennent aussi de la dégradation de l'environnement, du changement climatique, de cataclysmes naturels fréquents et de catastrophes « techno-gènes ». Ce sont autant de défis pour les démocraties instables, les gouvernements, les régimes politiques, les sociétés et les relations sociales de l'Asie centrale, formés sur une base légale.

Dans ces conditions, existe au premier plan de l'agenda global et régional une recherche commune de solutions collectives à ces problèmes. La concentration des facteurs de déstabilisation constitue une menace directe pour la région d'Asie centrale et, à travers la région, pour toute l'Eurasie.

Les pays d'Asie centrale, situés au milieu de l'Eurasie, ont rejoint ou sont devenus des partenaires de structures internationales comme l'OTAN, l'OTSC, l'ONU, l'OSCE et certainement l'OCS.

La formation de cette dernière organisation est une réaction naturelle de la part des États initiateurs devant l'augmentation des menaces du terrorisme, du séparatisme et d'extrémisme, liée au déséquilibre général du système des relations internationales après la guerre froide. Pour briser les tendances négatives et assurer la sécurité privée et régionale, ces pays ont décidé de se tourner vers des instruments de coopération multilatérale. La mondialisation, avec son interdépendance croissante impliquant un entrelacement des intérêts des États et des acteurs non Étatsiques, reste un facteur qui stimule la dynamique des processus d'intégration et la politique du multilatéralisme.

L'OCS, selon les principaux textes qui l'ont instituée par étapes, n'est pas une alliance militaro-politique et n'a aucune intention de le devenir. Les interactions entre les ministères de la défense développent des fins antiterroristes. Une des caractéristiques de l'Organisation est qu'elle n'est dirigée contre aucune alliance militaire comme l'OTAN ou des structures régulières de sécurité comme l'ARF ou l'ASEAN. L'OCS occupe une position intermédiaire⁴. Son activité dans le domaine de la sécurité internationale est un exemple atypique d'une association au fonctionnement de « non-bloc ».

Un tel paradigme est d'une grande signification conceptuelle. Aujourd'hui, la mondialisation détermine objectivement la réduction du rôle des forces armées dans le monde de la politique, amenant sur le

⁴ V. P. Zimonin, "The Shanghai Cooperation Organisation and the Eurasian dimension of security", in "The Shanghai Cooperation Organisation : a new frontier of development", Actes de la table-ronde du Moscou : Institute for the Far-East, RAS, 2008. S. Alyson et J. K. Bailes *et al.*, « The Shanghai Cooperation Organisation », *SIPRI Policy Paper No. 17* (SIPRI : Stockholm International Peace Research Institute, 4 mai 2007), www.sipri.org/contents/publications/Policypaper17.html#download ; <http://books.sipri.org/files/PP/SIPRIPP17.pdf>.

faut du temps et, surtout, une volonté politique commune de la part des dirigeants politiques.

La composante russe de l'OCS aurait besoin d'être renforcée par la promotion de projets militaro-techniques, concernant l'énergie ainsi que des contenus éducatifs. Le Kazakhstan devrait promouvoir des projets économiques et énergétiques.

Toutefois, l'OCS s'impose comme un facteur important dans la nouvelle architecture de sécurité mondiale et régionale et comme une force économique. Son rôle se manifeste particulièrement dans le contexte de la transformation en cours du système international, qui peut élargir la portée des menaces actuelles et la complication de leur caractère. L'intérêt pour le potentiel et les perspectives de l'OCS comme système multilatéral pour agir dans la communauté internationale ne peut donc que continuer de croître.

Les perspectives énergétiques de l'Organisation de coopération de Shanghai

Vers un « club de l'énergie » ?

Mara GUBAIDULLINA, Aigerim YELIBAYEVA,
Kazakhstan

*Faculté des relations internationales,
Université nationale kazakhe al-Farabi*

(traduit de l'anglais par P. Chabal)

Une des perspectives de l'Organisation de coopération de Shanghai a été la création d'un « club » devant harmoniser les stratégies énergétiques de ses pays membres. La base d'une coopération régionale efficace dans le domaine de l'énergie a été posée dans la charte de l'Organisation en 2002. De toute évidence, le système actuel de pipelines, qui regroupe la Chine, la Russie et les pays d'Asie centrale, ainsi que la disponibilité, les importateurs et les exportateurs d'hydrocarbures, permet un tel partenariat pour l'énergie¹. L'absence d'obstacles historiques ou autres pouvant entraver la coopération entre les pays, en particulier entre la Chine et les pays d'Asie centrale, suggère un modèle unique de coopération interétatique². La Russie, le Kazakhstan et l'Ouzbékistan appartiennent aux exportateurs de l'OCS en ressources en hydrocarbures.

Les Chefs d'État ont plusieurs fois évoqué l'idée de la mise en place d'un système de marché de l'énergie dans la région. Suite à l'idée de Vladimir Poutine en 2006 de la création d'un « club » énergétique de l'OCS, N. Nazarbaïev, lors de la 62^e session de l'Assemblée générale des Nations unies en 2007, a proposé l'adoption d'un pacte eurasiatique sur la

¹ *Хартия Шанхайской Организации Сотрудничества от 2002, 06.07* // <http://www.sectsc.org/rU123/show.asp?id=86>.

² V. Galyamova, *a Prael'sky visit premier-ministra Kazakhstana K. Masimova s KNR : sozdavaya precedent sotrudnichestva* // *Analytic. Information-analytical journal*. 2 (42), 2008. – с.11-19.

stabilité de l'approvisionnement énergétique et le développement d'une stratégie mondiale des Nations unies pour l'énergie et l'écologie. Deux ans plus tard, l'ancien président russe Dmitri Medvedev a proposé une nouvelle approche conceptuelle et un cadre juridique du partenariat international pour l'énergie et l'élaboration d'une convention sur la sécurité énergétique internationale. L'expert russe, S. Luzyanin, a mis l'accent sur les quatre dimensions du concept d'un club de l'énergie, y compris sur le plan mondial, régional et eurasien, en Asie centrale sur un plan sous-régional et au niveau des pays³. Le principe de « club » implique une assez large coopération, englobant à la fois les membres de l'OCS et les pays observateurs. « L'attraction » des États non-membres susceptibles de renforcer la capacité de l'OCS, comme l'Inde, l'Iran, le Turkménistan et l'Azerbaïdjan, semble en effet une approche importante à l'avenir.

Les aspects principaux caractérisant les capacités d'un tel espace énergétique sont d'abord l'absence de pays tiers sur les voies de transport d'énergie, ensuite la combinaison géoéconomique complète de groupes d'exportateurs et d'importateurs. Cette combinaison peut constituer la base d'un système énergétique autonome de l'OCS aux niveaux régional et mondial.

Deux tendances dominent le développement de la coopération concernée : la politique changeante de chaque pays envers une approche économique intégrative dans le domaine de l'énergie, et le maintien du développement inégal des États-membres, qui crée un déséquilibre. Seule la Russie et la Chine, conservent un rôle dominant dans la structure, le Kazakhstan s'étant renforcé cependant. La situation socio-économique du Kirghizstan et du Tadjikistan ne peut manquer de s'aggraver.

Par conséquent, la participation de l'Inde, de l'Iran et du Turkménistan dans le « club de l'énergie » peut accroître la possibilité du projet de l'OCS en la matière sur les principes de complémentarité avec la poursuite du développement de projet d'intégration de la « zone de libre-échange » impliquée. Il semble que la collaboration sur l'énergie soit en avance sur l'intégration, en raison d'un tel facteur objectif : l'intérêt mutuel croissant des participants au projet.

Le club de l'énergie de l'OCS est finalement d'un grand intérêt pour tous. Le Kazakhstan a suggéré sa stratégie énergétique concernant l'Asie. L'idée est que la création d'un approvisionnement fiable conduira à considérer l'OCS comme un instrument d'harmonisation et de coordination des politiques des pays membres dans ce domaine. Toutefois, l'OCS n'est pas

³ S. Luzyanin, *Shanhaiskaya organizacia sotrudnichestva : model obrazca 2008, goda* // http://www.perspektivy.info/rus/konturi/shankhajskaia_organizacija_sotrudnichestva_model_obrazca_2008_goda_2008-03-28.htm.

devenue une garantie d'un partenariat multilatéral. Et même « l'initiative de Xi'an » lancée par le Kazakhstan, la Russie et la Chine en 2011, n'a pas été en mesure de changer la nature de la coopération énergétique au niveau régional, dans lequel domine l'approche bilatérale.

Le potentiel de l'OCS est qu'elle représente la plate-forme pour l'engagement politique et l'intégration dans le domaine de l'énergie. V. Yevseyev, expert russe de sécurité internationale, note dans son interview à l'agence de presse « *nationalnye interesy* »⁴, que, dans la création du club de l'énergie de l'OCS, se trouvent posées non seulement les questions de ressources en hydrocarbures, mais aussi celles d'un programme d'énergie nucléaire. Selon lui, les ressources pétrolières et gazières des pays de l'OCS ne peuvent que partiellement stabiliser l'approvisionnement mondial. Par conséquent, le « club » devrait avoir des priorités plus larges, comme la promotion de l'énergie nucléaire, qui se développe activement en Russie et en Chine ainsi qu'en Inde.

Le fondement de ces arguments est le fort potentiel d'uranium naturel en Russie, au Kazakhstan et en Ouzbékistan, ainsi que la disponibilité d'un cycle complet de processus nucléaire, y compris l'extraction de l'uranium, la fabrication du combustible nucléaire, le retraitement de celui-ci et l'utilisation de cette énergie.

Le Kazakhstan, pour le moment, a des réserves d'uranium naturel suffisamment importantes, au 3^e rang mondial après l'Australie et le Canada. Plusieurs réserves plus petites se trouvent en Ouzbékistan. La Russie a le potentiel pour produire un combustible nucléaire à partir d'uranium naturel, et l'utilisation du combustible nucléaire peut être vendue en Russie, en Chine et en Inde et en Iran. Par conséquent, le club de l'énergie de l'OCS est fondé sur la complexité des tâches, dont la solution renforcera la position des pays-membres et observateurs sur le marché mondial de l'énergie.

Cependant, la réalisation du potentiel d'interaction de l'énergie dans le cadre de l'OCS, en dépit des pré-requis actuels, a jusqu'ici échoué. Selon les experts, à un degré supérieur, cela est lié à la nécessité d'élaborer un concept commun de coopération énergétique. Les énormes ressources des pays de l'OCS – 25 % des réserves mondiales de pétrole, plus de 50 % des réserves mondiales de gaz, 50 % des stocks d'uranium et 35 % du charbon⁵ – ainsi que les intérêts d'un certain nombre de pays à devenir membres à part entière de « l'unification de Shanghai »,

⁴ Interview de V. Yevseyev, "SHOS na puti k gazovomu i yadernomu OPEK" News Agency *Nationalnye interesy*, le 16 juin 2006.

⁵ David Zweig, *The rise of a new "trading nation", in China, the developing world, and the new global dynamic*, edited by Lowell Dittmer and Georget Yu, 2010, Lynne Rienner Publishers, p. 37-108.